On peut répondre à cela que l'Etat ne doit pas nécessairement être injuste et liberticide. Il pourrait, si on le réforme, servir les intérêts de tous, faire le bien, défendre la prospérité, la paix, la liberté. Autrement dit, l'Etat n'est pas nécessairement un mal, il n'est pas un mal en soi, il peut être un bien, il peut défendre des buts conformes à la morale.

Mais à cela, les anarchistes ont aussi la réponse. Cf. **le texte de Bakounine**.

Il montre que **l'Etat est nécessairement un mal. Ce n'est pas contingent et il n'y a rien à espérer d'une simple réforme. Même si on le met au service de buts moraux, comme la liberté, la paix, la prospérité, la sécurité, ça ne change rien**, il n'est pas moins un mal pour autant. **La morale n'exige pas seulement qu'on fasse le bien, elle exige qu'on le fasse bien. Elle s'intéresse aux moyens, pas seulement à la fin.** Par exemple, donner de l'argent à un SDF, on peut considérer ça comme bien moralement, mais si je lui jette à la figure, ce n'est pas bien, ce n'est pas moral. Le moyen utilisé, la manière de le faire compte aussi et **si j'utilise un moyen immoral pour obtenir un but moral, la moralité de mon action est gâchée**. Par exemple, je donne de l'argent à une association qui veut construire des écoles au Sénégal. On dira que c'est moral. Mais si pour me procurer cet argent, j'ai fais du trafic d'armes, alors ça annule entièrement la moralité de mon geste. J'utilise un moyen immoral, donc c'est immoral, et on peut supposer que l'association refusera l'argent si elle apprend d'où il provient.

Bakounine tient un raisonnement semblable à propos de l'Etat. Ce que dit Bakounine, c'est que **l'Etat est un moyen. On peut bien opérer des réformes pour le mettre au service de fins morales, comme la paix, la prospérité, mais ça ne changera rien, ce moyen qu'est l'Etat reste aussi immoral qu'avant parce qu'il est liberticide**. Et puisqu'on utilise un moyen immoral, alors c'est immoral, la fin, même bonne, ne peut pas justifier un moyen immoral comme celui que constitue l'Etat.

Le pouvoir de l'Etat, c'est la force, la contrainte, donc le contraire de la liberté. De même qu'un moyen immoral annule le bien qu'il peut servir, comme dans l'exemple donné du trafic d'armes pour obtenir de l'argent pour construire des écoles, **l'Etat, par sa violence, annule les biens qu'on peut en dériver. Faire le bien en niant notre liberté, c'est un mal**, ça annule le bien qu'on prétend faire. De même que vouloir construire des écoles dans les pays du tiers monde n'autorise pas à vendre des armes, vouloir assurer la sécurité, la paix, la prospérité, n'autorise pas à nier notre liberté par l'emploi de la violence policière. Le bien, du moment qu'il est commandé, donc du moment qu'il nie notre liberté, est transformé en mal quoi qu'il arrive.

Par conséquent, **l'Etat n'est pas un mal contingent, qu'on pourrait réformer, il est un mal nécessaire. D'où la formule célèbre, « l'Etat c'est le mal ».**

Pas de réforme possible de l'Etat, **donc la seule solution, c'est la destruction pure et simple de l'Etat. Les individus doivent se révolter contre la police, contre l'armée, contre l'institution judiciaire jusqu'à leur disparition complète.**

On avait vu qu'il y a une opposition entre l'Etat et la société. Les deux se font face, et l'Etat doit être supérieur à la société pour lui imposer un ordre. **La version totalitaire de l'Etat abolit cette distinction** : l'Etat absorbe en lui la société et à proprement parler, il n'y a plus du tout de société, **l'Etat est tout. L'anarchisme, c'est la démarche inverse : c'est la société qui est tout, qui va jusqu'à abolir l'Etat.**

Anarchisme, étymologiquement, c'est l'absence de commandement.

Archè, cela désigne le principe qui commande. La monarchie, c'est l'unité (*monas*) du principe de commandement, à savoir celui du roi. « An » est une particule privative en grec, elle indique l'absence, ici l'absence de commandement.

S'agit-il de substituer à l'ordre liberticide imposé par l'Etat le désordre généralisé ?

Dans le langage courant, on parle volontiers d'anarchie, ou de situation anarchique pour désigner le désordre, mais c'est à tort.

Les anarchistes ne sont pas les promoteurs du désordre, bien au contraire. Ils ne pensent pas que les hommes doivent vivre de manière antisociale on s'opposant les uns aux autres. Simplement, ils pensent **qu'un ordre social égalitaire est possible sans Etat**.

Proudhon définit l'anarchisme par cette formule célèbre :

« **L'anarchie, c'est l'ordre sans le pouvoir** ». C'est cette formule que signifie le symbole de l'anarchisme : le **A d'anarchie dans le O de ordre**.

Comment établir un ordre sans Etat ?

Il faut d'abord que le soulèvement violent renverse tous les pouvoirs et toutes les hiérarchies, ceux de l'Etat bien sûr, mais aussi ceux de l'Eglise, ceux de la famille patriarcale, ceux du patron. **Le slogan anarchiste qui dit ce refus de se soumettre à quelque autorité que ce soit, c'est « Ni dieu, ni maître ! »**

A partir de là, **les individus doivent retrouver une liberté et une égalité totales, puisque toutes les hiérarchies et les contraintes sont abolies**. Une autre société peut émerger où les individus s'associent librement les uns envers les autres. **Les nouveaux liens sociaux doivent être librement consentis**. Les individus qui veulent vivre ensemble, s'associer, le font, en se mettant d'accord sur leur mode de vie. S'ils sont d'accord, ils vivent ensemble, s'ils ne le sont pas, ils ne s'associent pas. **A partir de ces associations se constituent des vies communautaires. L'échelon correct de la vie en société, c'est la commune**. Cette société s'ordonne d'elle-même spontanément. **Là où l'Etat impose un ordre par la contrainte, l'anarchisme pense qu'un ordre peut surgir spontanément de la libre association des individus**. La commune s'auto-organise par la **démocratie directe**. Il n'y a pas de représentants, chacun participe directement à la vie de la commune. En ce qui concerne la vie économique, les individus comprennent qu'ils ont besoin de coopérer pour produire des richesses. Du coup ils s'associent librement pour travailler ensemble, ils se mettent d'accord sans avoir besoin d'un patron pour leur imposer le travail par la contrainte : c'est ce qu'on appelle **l'autogestion**. **Les travailleurs gèrent eux-mêmes collectivement leur entreprise**. Ensuite, si des individus ne sont pas contents de leur sort dans une association, ils sont libres à tout moment de rompre et d'aller voir ailleurs pour s'associer avec d'autres. **Les anarchistes pensent que la violence dans la société actuelle est une révolte contre la violence de l'Etat. A partir du moment où chacun vit dans une société où il est libre, où il est égal à tous les autres et à laquelle il a librement adhéré, il n'a aucune raison d'être violent. Une telle société peut donc fonctionner sans police, sans prison, sans tribunaux, sans armée**.

Ensuite, **les communes libres peuvent s'associer à d'autres communes au niveau régional, puis national et même mondial, dans des fédérations**. Mais une fédération, ce n'est pas un Etat, elle n'a ni armée ni police, c'est juste un lieu de débats où les communes libres pourront s'associer librement et passer des accords de coopération. Comme la guerre, c'est un rapport entre des Etats, si on abolit tous les Etats et toutes les armées, on rendra la guerre impossible.

Maintenant, on peut se demander quelle mesure ce n'est pas simplement **une utopie, parfaitement irréalisable ? Hobbes dirait que détruire l'Etat, c'est tout simplement retourner à l'état de nature, à l'état de guerre de chacun contre chacun, et que ça personne n'y a intérêt, quelque soit la violence que l'Etat nous fait subir.** D'un point de vue anarchiste, on pourrait demander à Hobbes comment il en est si certain, puisqu'après tout, l'état de nature, ça n'a jamais existé, il y a toujours eu des formes de sociétés dans l'histoire. Il répond à l'avance à cette objection en demandant à chacun d'observer son propre comportement : quand il sort de chez lui, il ferme sa porte à double tour, quand il part en voyage, il prend soin de vérifier que tous les volets sont fermés, on met notre argent à la banque plutôt que de le laisser chez nous, on évite de sortir trop tard le soir, ou bien on évite certains quartiers. Et on fait tous cela, alors qu'il y a un Etat, avec une police, des tribunaux, des prisons. Hobbes dirait, imaginez ce que ce serait s'il n'y avait pas d'Etat : on serait encore mille fois plus défiants, mille fois plus hostiles, on ne pourrait pas vivre en société, ce serait la guerre de chacun contre chacun, ce serait le désordre, il n'y a pas d'ordre libre et spontané.

Simplement, **les anarchistes ont un argument pour répondre à cela : Bakounine le donne dans le texte : « L'Etat n'est point la société, il n'en est qu'une forme historique ».** Il veut dire par là que l'Etat, et on l'a vu, est une création récente dans l'histoire l'humanité, et **qu'il y a eu des sociétés sans Etat**, et même qu'il y en a encore, et qu'elles fonctionnent parfaitement. Dans les années soixante-dix, un ethnologue, **Pierre Clastres**, a publié un livre sur ces sociétés qui s'intitule *La société contre l'Etat*.

Ce sont aujourd'hui **les sociétés tribales** en Afrique, en Amazonie, et quelques unes en Asie, aussi. La société, c'est **une vie communautaire entre plusieurs familles qui vivent ensemble selon les mêmes traditions, et où le travail est organisé de manière collective.** Il n'y a pas besoin de police, ni de tribunaux, ni même d'argent, ni de contrat, ni de lois écrites. Il règne une confiance parfaite entre les individus. Parfois, il y a des disputes, mais elles sont réglées au sein même de la communauté, par la communauté, d'après les traditions et ensuite on organise des fêtes de réconciliation. Pensez par exemple aux bushmen qu'on voit dans le film *Les dieux sont tombés sur la tête*.

A ça, on ne peut pas répondre que ce sont des sociétés très différentes de nous, et qu'elles ne correspondent pas à notre culture. **En Occident aussi, on a vécu pendant très longtemps sur ce mode communautaire.** Dans l'Antiquité, il n'y a pas d'Etat grec, il y a seulement des cités. **Chaque cité a sa vie communautaire où tous vivent harmonieusement selon les mêmes traditions et où les citoyens participent directement à la vie de la cité. La police, ça n'existe pas dans la Grèce antique. L'armée non plus :** en cas de guerre, ce sont les habitants eux-mêmes qui s'organisent pour défendre la cité, mais il n'y a pas une armée qui serait séparée de la population et qui pourrait l'opprimer. **Même chose pour les tribunaux :** il n'y a pas de loi écrite, et ce sont les membres de la cité qui se réunissent pour décider du sort du criminel. **La société s'autorégule, elle n'a pas d'Etat au dessus d'elle.**

On voit donc qu'une société sans Etat, c'est tout à fait possible puisque de fait, ça existe. Mais 1. on peut quand même répondre aux anarchistes qu'on constate que ces sociétés sans Etats, ce sont des sociétés très peu développées en comparaison des nôtres, et cela à tous les points de vue, aussi bien économique qu'intellectuel. Ce type de vie communautaire ne favorise pas le progrès. **Si les sociétés occidentales ont toutes abandonnées le modèle de société sans**

Etat pour constituer un Etat, une force centralisée qui unifie son territoire, ce n'est pas un hasard, c'est parce que c'est un moyen au service du progrès historique, au service du développement économique et intellectuel de tout un peuple. Il s'agit de faire se coordonner des millions d'individus sur plusieurs centaines de kilomètres carrés : ici, un Etat est nécessaire. L'autre argument, 2. c'est de dire **qu'on ne peut pas revenir en arrière. Les sociétés sans Etats, ce sont des sociétés traditionnelles, des sociétés holistes** où ce qui est important, ce n'est pas l'individu, c'est la communauté. Par exemple, dans les sociétés tribales africaines, il n'y a pas vraiment de vie individuelle, chacun existe pour la communauté et c'est la communauté qui décide tout, même du mariage entre deux individus. **On est passé à un type de société individualiste : aujourd'hui, c'est l'individu qui s'affirme, qui veut être libre, décider de son sort, développer ses talents, ses richesses.** De ce point de vue, il est inévitablement en concurrence avec les autres, d'où la guerre de chacun contre chacun dont nous parle Hobbes, et la nécessité de l'Etat.

Mais il y a un autre type de pensée qui prétend dépasser l'Etat, c'est le communisme. **Les communistes critiquent justement le côté utopique, idéaliste, optimiste, des anarchistes. Ils disent que si on abolit immédiatement l'Etat, on aboutira au chaos, et non à une société vivable.**

Karl Marx a toujours été hostile à l'anarchisme. Proudhon expose sa pensée dans un livre qui s'appelle *Philosophie de la misère*. Marx lui répond en publiant *Misère de la philosophie*. **Cette philosophie qu'il juge misérable, c'est cette pensée utopiste qui n'aboutira jamais à rien dans le réel.**

Qu'est ce que proposent les communistes concernant l'Etat ?

b. Le communisme.

D'abord, **Marx et Engels critiquent l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui.**

Toute société est structurée selon des **oppositions entre plusieurs classes sociales**. Parmi ces classes, il y a toujours **une classe dominante et une classe dominée**.

C'est un schéma que Marx et Engels prétendent retrouver dans toute société jusqu'à nos jours, donc jusque dans la société contemporaine. Dans l'antiquité, maître et esclave, ensuite patricien et plébéien, seigneur et serfs, aristocrates et bourgeois.

Nous vivons aujourd'hui dans une société capitaliste qui est structurée par une opposition entre une classe dominante, la bourgeoisie, et une classe dominée, le prolétariat.

La bourgeoisie, cela désigne les propriétaires des moyens de productions, les capitalistes, ceux qui possèdent le capital.

Le prolétariat, cela désigne ceux qui ne sont pas propriétaires, qui n'ont que leur force de travail pour survivre. Ils doivent vendre leur force de travail à des bourgeois pour travailler sur les machines, avec leurs outils de production, mais le prolétaire ne travaille jamais pour lui, puisque les marchandises produites dans les usines appartiennent au bourgeois.

Quel est le rôle de l'Etat dans ces circonstances ? Il a une fonction idéologique.

Il faut comprendre ce que Marx appelle idéologie : **dans le domaine des idées, la bourgeoisie domine et impose ses représentations qui servent ses intérêts économiques.**

Marx dit que **l'idéologie**, c'est **une représentation inversée du monde**, on y voit le monde comme dans une *camera obscura*, une chambre obscure. **L'idéologie c'est le monde à l'envers,**

c'est un système de représentations illusoires qui vise à masquer un état de fait. L'idéologie est essentielle à la société, elle a des effets dans le réel, elle a des fonctions :

- **elle masque les rapports réels d'exploitation économique.**
- **elle masque et reconduit la domination**
- **elle accepte, elle veut ces rapports de domination, elle les justifie, elle fait passer la pilule.**

Marx écrit, dans sa *Critique des principes de la philosophie du droit de Hegel* cette formule devenue célèbre : « la religion est l'opium du peuple ».

La religion est bien une idéologie car elle a pour fonction de masquer, de reconduire et de justifier le rapport de domination d'une classe sur une autre. La religion justifie le pouvoir de la classe dominante, par exemple quand saint Paul dit « tout pouvoir vient de Dieu, alors obéissez à vos maîtres ».

La religion justifie la souffrance des dominés grâce à l'idée de péché originel de l'homme qu'il doit expier. Et elle éteint toute velléité de révolte en promettant le paradis, la fin de la souffrance, à ceux qui sont obéissants.

L'opium, c'est une drogue qui donne des illusions, permet de faire de beaux rêves et ainsi de supporter la souffrance.

La religion, c'est ça, elle donne l'illusion d'un paradis à venir pour permettre aux dominés de supporter la misère économique et sociale.

Le droit, c'est un bon exemple d'idéologie : il prétend défendre les citoyens à égalité. **Le droit, c'est n'est rien d'autre que la volonté de la classe dominante érigée en loi. Le droit, c'est le droit bourgeois, établi par la bourgeoisie pour défendre ses intérêts. Pour faire appliquer ce droit, il faut un instrument de répression : la police et la justice, c'est l'Etat.**

L'Etat, ce n'est rien d'autre que l'Etat bourgeois, il est au service de la bourgeoisie car sa fonction est de maintenir l'ordre par la violence physique, comme on l'avait vu. Il maintient la société en place. Mais telle qu'elle est aujourd'hui, la société est bourgeoise. Maintenir l'ordre, c'est maintenir l'ordre bourgeois, c'est servir l'intérêt de la bourgeoisie alors que l'intérêt du prolétariat serait de renverser par la violence cet ordre qui l'opprime.

L'Etat, c'est donc un facteur d'oppression, pas un facteur de liberté : il est l'instrument qui opprime le prolétariat. La police, les tribunaux, l'armée, travaillent pour le maintien de l'ordre bourgeois en réprimant les révoltes.

D'où la def. de l'Etat donnée dans *l'Idéologie allemande*.

Evidemment, **l'Etat bourgeois n'avoue pas qu'il est bourgeois, il prétend être au service de l'intérêt général. Mais ca, c'est un discours idéologique.** On l'avait vu, l'idéologie pour Marx et Engels, c'est **une représentation inversée de la réalité, qui a pour fonction de justifier l'état présent des choses pour éviter que ca change. C'est un discours au service des dominants qui leur permet de justifier leur domination tout en la masquant aux yeux des dominés. C'est un discours qui fait passer la pilule.**

Pour l'Etat, c'est l'idée que l'Etat est au service de l'intérêt général, qui transcende aussi bien les intérêts de la bourgeoisie que les intérêts du prolétariat.

Pour **Marx et Engels, c'est un mensonge, il n'y a pas d'intérêt général. Il y a une classe dominante dont l'intérêt est de laisser la société telle qu'elle est, c'est une classe conservatrice, et il y a une classe dominée, dont l'intérêt est de renverser l'ordre actuel par la violence pour instaurer une nouvelle société, c'est une classe révolutionnaire.**

Ce n'est pas nouveau : avant la révolution française, qui est la révolution bourgeoise, la classe dominante, c'était la noblesse et la classe dominée, c'était la bourgeoisie : leurs intérêts étaient inconciliables de sorte qu'il a fallu la révolution française pour trancher ce conflit : la bourgeoisie a renversé le pouvoir politique des nobles et elle a instauré une société bourgeoise, la société capitaliste.

C'est la même chose aujourd'hui : **bourgeoisie et prolétariat ont des intérêts inconciliables, incompatibles. L'Etat, il fait figure de communauté illusoire, celle du peuple en général, comme s'il n'existait pas de lutte de classes.** Mais c'est une illusion : il n'y a pas de peuple en général, il y a des classes en lutte. Il n'y a pas d'intérêt général, c'est une illusion, il n'y a que **des intérêts de classes**, intérêts incompatibles, intérêts qui sont en lutte.

Or, que fait l'Etat au nom de l'intérêt général ? Il maintient l'ordre en place par la violence. Mais ca, c'est l'intérêt de la bourgeoisie. Il ne sert donc pas l'intérêt général, il sert l'intérêt de la classe bourgeoise et il opprime le prolétariat.

Dans ces conditions, comment la liberté politique est-elle possible ?

Ici, communisme et anarchisme sont proches : **l'ennemi de la liberté c'est l'Etat, donc la liberté passe par le renversement du pouvoir de l'Etat.**

Cf. les derniers mots du Manifeste : un appel à la révolution violente.